

Stéphane de TAPIA

*** Directeur de Recherche au CNRS**

Université Marc Bloch / CNRS - UMR 7043 « Cultures & Sociétés en Europe »

MISHA- Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme / Alsace)

Campus de l'Esplanade

5, allée du Général Rouvillois - CS 50008

F-67083 STRASBOURG Cedex

Tél. : 33 (0)3.88.41.63.32.

e-mail : stephane.detapia@misha.fr

<http://umr7043.u-strasbg.fr/site1/1.htm>

*** Chercheur Associé**

Equipe MIGRINTER de l'UMR 6588 « Migrations Internationales, Territorialités, Identités »

<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter>

*** Chargé de Cours**

Département d'Etudes Turques

Université Marc Bloch – BP 80010

F-67084 STRASBOURG Cedex

Tél. : 33 (0)3.88.41.73.99. – Fax : 33 (0)3.88.41.74.40.

<http://turcologie.u-strasbg.fr/dets> (recherche)

<http://umb-foad.u-strasbg.fr/dokeos/index.php> (enseignement: turc)

Turquie balkanique et Turquie caucasienne : La Turquie face à son environnement (Héritages et interrogations)

Texte inédit initialement présenté lors d'un colloque tenu à l'Université de Toulouse-Le Mirail en 1994. A la suite de diverses difficultés rencontrées par les organisateurs, il n'a pu être édité comme prévu dans un volume d'Actes. Ce Colloque intitulé « la Nouvelle Question d'Orient » s'est déroulé du 5 au 7-12-1994 et a été organisé par P.-Y. PECHOUX et M. ROUX.

Résumé :

L'actuelle République de Turquie, issue de l'Empire ottoman, n'est plus « balkanique » ou « caucasienne » que par personnes interposées, les Muhacirs, citoyens turcs d'ascendances balkaniques et caucasiennes. Ceux-ci, bien intégrés économiquement et socialement dans la société turque, depuis au moins deux à trois générations, parfois plus, gardent vive la mémoire de leurs origines ethniques et géographiques et sont aujourd'hui touchés de près par les conflits de l'ex- Yougoslavie comme de l'ex- URSS. Au-delà du folklore et du romantisme, de tous les discours sur l'héritage de l'Empire, qu'ils soient grec, arabe, serbe, bulgare, arménien, iranien, turc... ou le fait des intéressés eux-mêmes, dont les petits enfants et arrière petits enfants s'impliquent souvent dans les conflits, nous tenterons de faire le bilan, entre mythe, discours et réalité, des actions effectives de la Turquie dans les deux régions voisines, dont l'une a appartenu à l'Empire directement et l'autre, plus nominale que réellement.

Mots-Clés : migrations de réfugiés / Etat-nation / Minorités / Identités et territoires / Ethnicité et patrimoines

1. Entre Balkans et Caucase, un îlot de relative stabilité

a) La présence ottomane dans les Balkans et au Caucase : bref rappel historique

Les nationalistes turcs sont les premiers à rappeler les origines centrasiatiques du peuple turc. Pantouranistes et Panturquistes, nés avec les idéologies nationalistes et les définitions des Etats-nations de la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, ne font en cela que suivre les expériences allemande, italienne ou slaves de cette période historique importante pour la définition et la construction des Etats européens modernes. Cette voie « large » n'est pourtant pas celle qu'a suivie la Turquie des années 1930, qui s'est à la fois fixée solidement sur l'Anatolie, jusqu'alors plutôt marginalisée, et s'est établie un objectif clair : appartenir à l'Europe, quitte à renier civilisation islamique et héritage ottoman. Martelée par le Président de la République nouvelle, Mustafa Kemal Atatürk, cette politique n'était en réalité pas aussi innovante dans sa logique propre, bien que les moyens et les formes aient été radicaux et aient pu paraître réellement révolutionnaires pour l'époque (Clerget 1938, de Bischhof 1936, Benoist-Méchin 1954). Quelle était la place de la Turquie face à ses voisins immédiats, à l'époque pré-républicaine ?

A l'Ouest, l'Empire ottoman est une puissance géographiquement européenne en pleine crise et en retrait constant depuis l'échec de Vienne (1683) et plus précisément depuis le Traité de Karlowitz (1699) qui consacre le recul turc dans les Balkans et en Europe centrale. Au nord, depuis que les Russes ont battu définitivement leurs concurrents et occupants tatars – d'autres Turcs –, l'Empire des Romanov progresse sans cesse vers la mer Noire et la Caspienne ; le Caucase est une étape obligée. Au sud, les peuples arabes attendront la Première Guerre mondiale pour se révolter, mais le danger est ici occidental, en particulier français (Algérie, Tunisie), britannique (Egypte), avant d'être italien (Tripolitaine en 1912). Pendant un peu plus de deux siècles, le Sultan ottoman, devenu « l'Homme Malade » de l'Europe, va essuyer revers sur revers, attaqué sur tous les fronts, y compris souvent par l'intérieur. Sans entrer dans les détails, que l'on se remémore simplement les révoltes grecques ou bulgares du XIX^e siècle, les interventions autrichiennes ou russes dans les Balkans, jusqu'à la Révolte arabe attisée par la Grande-Bretagne lors de la Première Guerre mondiale. La volonté turque de se cantonner sur son « pré carré » anatolien n'en est que plus naturelle. Pourtant, depuis quelques années, et malgré la revendication turque de se rallier à la CEE (étant membre de l'OTAN et de l'OCDE depuis longtemps), la méfiance semble s'instaurer et le fossé se creuser entre Européens et Turcs. La « guerre du Golfe » et plusieurs conflits (Karabagh, Bosnie-Herzégovine, Kurdistan...) appellent nombre d'interrogations et de malentendus. Le résultat des élections municipales du printemps 1994, où un parti islamiste emporte la première place, fait l'effet d'une douche glacée ! D'aucuns, dans la presse arabe, en particulier à Londres, dans la presse grecque,

bulgare, serbe... rappellent avec constance les prétendus mirages ottomans de la République turque. A cet égard, l'intervention turque à Chypre (1974) est vécue par les voisins régionaux comme un dangereux précédent. L'incapacité internationale à raisonner les Turcs qui campent sur leurs positions est ressentie parfois comme le premier jalon d'une renaissance ottomane¹.

Afin, dans un premier temps, de relativiser les choses, il convient de réexaminer la réalité de la présence turque dans ces régions. De fait, des Turcs sont bien présents au Caucase, dans les Balkans, au Moyen-Orient, mais aussi en Iran et en Afghanistan, en Asie centrale et en Chine de l'ouest (Xinjiang), non loin de Moscou (Tatarstan)... Encore faut-il discerner de qui on parle ! La Turquie, quant à elle, se laisse parfois aller, « *de l'Adriatique à la Grande Muraille* » dit l'actuel Président Süleyman Demirel, ou comme l'a affirmé un ministre de la Culture, Namik Kemal Zeybek : « *le XXI^e siècle sera turc* » !

b) Turcs des Balkans et Turcs du Caucase : des situations différentes

Faisons d'abord le tour de ce qui peut apparaître comme une « cinquième colonne » potentielle : la population turque des Balkans et du Caucase. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de populations très minoritaires, à l'exception relative de la Bulgarie. De plus, les genèses historiques de ces peuplements, leur ethnogenèse, diffèrent absolument et leur turcité, parfois sujette à caution, mérite plus d'une explication. Très vite, on se heurte ici à des questions d'identité non résolues, au discours politique et nationaliste extrême, voire extrémiste, aux manipulations historiques et aux réflexes de survie et d'autodéfense de populations menacées, dans certains cas, depuis des décennies. En dissociant Balkans et Caucase, turcophones et non turcophones, slavophones et ibérophones, il est utile de clarifier les identités, en tenant compte toujours de notre objet premier, à savoir quel peut être véritablement le rôle de la Turquie actuelle dans ce contexte troublé.

*** Les Turcs des Balkans**

Deux courants de peuplement sont notables, originaire pour l'un de la conquête ottomane, pour l'autre de la conquête gengiskhanide et replié vers le sud, en suivant la côte occidentale de la mer Noire. Schématiquement, si les premiers sont des Turcs, les seconds sont des Tatars, généralement musulmans, mais quelquefois aussi chrétiens. D'autres peuples turcophones, plus anciens, Ouzes, Petchénègues, Coumans, ceux qui ont donné leur nom à la Bulgarie (proto-Bulgares, disent les Bulgares), des peuples culturellement proches, Avars et Magyars, ont pu préparer le terrain à une ultérieure turquisation. La conquête ottomane elle-même n'a pas été un processus simple ou linéaire,

¹ Pour un résumé rapide et commode, voir par exemple le « Que sais-je ? » de Robert Mantran (*Histoire de la Turquie*, réédition de 1993) qui intègre les derniers événements de Chypre et du Kurdistan.

elle a été militaire, religieuse, marchande, des populations opposées à l'autorité ottomane ont été déportées d'Anatolie à Chypre et dans les Balkans (nomades turkmènes et *yörüks*, Alévis hétérodoxes...). Si les conversions forcées semblent avoir été relativement rares – les historiens balkaniques ne sont pas tous d'accord sur l'ampleur d'un phénomène que minimisent évidemment leurs collègues turcs –, il faut cependant retenir la pratique du *devşirme* consistant à enrôler de force une partie des garçons dans les corps d'élite des Janissaires (*yeni çeri* = nouveau soldat). On peut donc parler de colonisation ottomane, accompagnée d'une islamisation / turquisation relative des populations autochtones, renforcée tardivement par le repli des Tatars du khanat de Crimée. La notion de durée ne peut être ici minimisée : les Ottomans ont pris pied en Europe (Thrace) dès 1354 ; Edirne (Andrinople) y a été promue capitale en 1365, bien avant İstanbul (Constantinople). En 1389, les Serbes sont battus à Kosovo, les Bulgares à Nicopolis, Belgrade devient turque en 1521, Buda en 1526 pour 150 ans. Que reste-t-il, en matière de peuplement, de cette expansion impressionnante ? Assez peu, en définitive, tellement les exodes de populations turco-musulmanes ont été massifs, avec les replis successifs des armées ottomanes :

En **Hongrie**, hormis quelques vestiges architecturaux et culturels, aucune population turque ou musulmane n'est recensée. Hongrie et Turquie ont en commun de cultiver le souvenir d'Attila, de mettre un point d'honneur à sauvegarder leurs patrimoines respectifs, à Buda, Eger, Szigetvar, Pecs, Tekirdağ, İstanbul... et les académiciens hongrois ont su former des turcologues de qualité. La toponymie turque garde la trace de cette incursion dans l'Alföld par des villages ou des quartiers nommés *Macarlar* (les Hongrois) tandis que plusieurs localités hongroises gardent les éléments *török* ou *tatar* dans la composition de leur nom, à l'image de Törökszentmiklos et Tatárszentgyörgy, entre autres Törökkö (banlieue de Budapest).

En **Roumanie**, subsistent environ 20 000 Turcs et 24 649 Tatars. Depuis l'annexion de la Bessarabie (aujourd'hui la Moldavie) par l'URSS, les Gagaouzes étaient devenus citoyens soviétiques (197 700 en 1989) plus que roumains (environ 5 000) ou bulgares (quelques milliers).

La **Grèce** compte 130 à 150 000 musulmans autochtones, habitant en particulier la Thrace occidentale. 2000 Turcs vivaient encore dans les îles du Dodécanèse. Ces musulmans, qui ont échappé aux échanges du traité de Lausanne sous condition que reste à İstanbul une minorité grecque, sont des Turcs, mais aussi des Pomaks (musulmans bulgarophones) et des Tziganes.

L'ex- Yougoslavie ne rassemble qu'environ 100 000 Turcs, établis principalement en **Macédoine**, avec quelques rares *Yörüks*. Les uns et les autres tendent à repartir en Turquie (Débats 1979).

La **Bulgarie** est véritablement un cas à part, puisque la population turco-musulmane a pu, à plusieurs reprises, approcher les 10 %, décidant le gouvernement bulgare à permettre l'exode massif de populations turques, soit 155 000 personnes entre 1950 et 1955, et plus récemment, environ 340 000 personnes en 1989-1990. Si la plupart des turcologues admettent une fourchette allant d'un million à 1,2 million de turcophones dans les Balkans, on voit qu'il ne s'agit jamais de populations homogènes, ni géographiquement, ni ethniquement, ni même religieusement. Traditionnellement, l'Islam balkanique comprend de nombreuses confréries (*tarikats*) et plusieurs groupes de musulmans hétérodoxes. Les Turcs y forment un **agrégat ethnique**, selon l'expression de Louis Hambis, agglomérant Turcs d'origines anatoliennes, Tatars, descendants de convertis anatoliens ou locaux (Pomaks, Tziganes).

*** Les Turcs du Caucase**

Comme à l'ouest, les Turcs caucasiens sont issus de deux courants de peuplement. Le courant oghouze a traversé l'Iran du nord-est à l'ouest, se déversant vers la Mésopotamie, l'Anatolie, le sud du Caucase, avant, pendant et après les Seldjoukides apparus en Transoxiane. Les Ottomans en sont nés, ainsi que de nombreuses dynasties iraniennes ; Turcs actuels, Azerbaïdjanais, Turkmènes, découlent de ces invasions. Au nord du Caucase, se retrouvent plusieurs peuples arrivés par les rives septentrionales de la Caspienne et de la mer Noire, bousculés par les Mongols qu'ils finissent par turquiser. Les actuels Koumyks, Balkars, Karaçay, Nogay... parlent des dialectes du groupe *kıpçak*, apparentés aux langues des Tatars ou des Kazakhs... Paradoxalement, l'Empire ottoman a eu très peu prise sur ces peuples turcophones, étant généralement gêné par d'autres Turcs, ceux d'Iran, pourtant de même origine, mais passés au chiisme, et plus loin encore par l'incursion-cataclysme de Tamerlan (bataille d'Ankara en 1402). Malgré plusieurs incursions dans le Caucase, malgré des occupations plus ou moins longues de Tabriz ou de Gandja, c'est sur le déclin que les Ottomans seront les plus actifs, atteignant même Bakou et Makhatchkala en 1918 (Yerasimos 1993). L'islamisation n'est donc pas ici le fait des Ottomans, mais plus de processus endogènes, importés de la Perse, de la Horde d'Or ou des divers khanats issus de la décomposition de l'Empire mongol gengiskhanide.

Les peuples turcs autochtones (Koumyks, Balkars...) rassemblent 598 176 personnes sur le versant nord du Caucase (il s'agit ici des effectifs totaux des nationalités concernées, dont la grande majorité vit au Caucase, ce qui n'exclut pas les flux migratoires dans toute l'ancienne URSS). A notre

connaissance, ils se sont peu impliqués dans les conflits actuels, à l'inverse des Azéris, directement aux prises avec les Arméniens au Karabagh et dans le Petit Caucase.

Les Turcs ottomans, lorsqu'ils n'ont pas été rapatriés en Turquie, à partir de l'Adjarie (région de Batumi) et de la Meskhétie (districts d'Aspindza, Akhaltsikhe, Akhakhalki), ont été déportés en Asie centrale sur ordre de Staline et se trouvent à l'origine d'un curieux agrégat ethnique, formé de Turcs anatoliens et azéris, de Kurdes, d'Arméniens ou de Géorgiens islamisés : les « Turcs de Meskhétie ». Les 8 570 Turcs du Recensement de 1926 ont atteint le chiffre de 207 512 en 1989, assimilant des éléments épars, de diverses origines qui se revendiquent aujourd'hui comme turcs.

Les Azéris, principalement mais pas uniquement chiites, font preuve de dynamisme démographique et linguistique, plus qu'économique ou militaire. La tendance en Azerbaïdjan caucasien comme iranien semble être à l'assimilation des îlots ethniques non turcophones (peuples du Shahdagh, Tâtes, Talyches... M. Bazin 1988 : 85, Wixman 1984). Autrefois dénommés Turcs ou Tatars par les Russes, les 1 706 000 Azéris de 1926 (de Russie) sont aujourd'hui 6 770 400 en Azerbaïdjan, 6 646 000 en Iran (Hazai 1993), bien plus en Iran selon les sources azerbaïdjanaises nationalistes.

S'il est donc une constante partagée par les Turcs des Balkans et du Caucase, c'est bien leur absence d'homogénéité, due à des histoires disjointes et à la rémanence de caractères ethniques secondaires (organisation tribale ou lignagère pour certains, poids de l'Etat centralisé pour les Ottomans). S'il est une différence majeure, c'est de toute évidence l'impact de l'Empire ottoman, très lourd dans les Balkans, marginal dans le Caucase.

c) Les mosaïques ethniques musulmanes : des autochtones islamisés, peu turquisés

Turcs ottomans et Tatars ont été les véhicules privilégiés de l'Islam. Après leurs reflux des Balkans et des steppes de Russie et d'Ukraine, après l'exode de nombreux musulmans non turcs vers la Turquie, de l'ouest comme de l'est – nous allons y revenir – restent sur place des minorités islamisées, autochtones (parfois considérables, à l'instar des Albanais et des Bosniaques), aujourd'hui enjeux de conflits ethniques violents. Les frontières internes de plusieurs de ces régions se plaquent souvent sur des démarcations anciennes. Les *Krajina* serbes répondent à l'*Ukrayna* russe, avec le même sens premier de frontière, zones de reconquête slaves de territoires occupés par des Turcs ou des Tatars. Là où les choses se compliquent, c'est lorsque les autochtones musulmans ont à tel point intégré la religion de l'envahisseur qu'ils refusent de s'en débarrasser. Bosniaques, Albanais du Kosovo et d'Albanie, Serbes du Sandjak, Goranji, Torbeshi, Adjars, Ossètes du Sud, Abkhazes, Tcherkesses et

autres Tchétchènes... pour de multiples raisons, sociales, politiques, historiques, entendent rester musulmans, le plus souvent loin des débats arabo-musulmans et des logiques fondamentalistes que leur reprochent leurs adversaires, anciens communistes qui retrouvent des accents de Croisade. Rien ne distingue un Croate, un Serbe ou un Bosniaque, sinon son appartenance religieuse et le tracé de frontières anciennes : Croates en zone catholique autrichienne, Serbes en zone orthodoxe, Bosniaques retenus plus longtemps dans l'Empire ottoman. Islamisés, ces héritages ottomans, persans ou tatars, ne sont pourtant pas turquisés. Le caractère principal de l'identité turque, la pratique de la langue (L. Bazin 1984, Hazai 1993) s'est le plus souvent perdu, quand bien même les grands-parents connaissent encore des éléments de ce qui était la langue administrative d'une grande partie des Balkans. Nombre de traits culturels et d'éléments architecturaux subsistent encore, (musique folklorique et populaire, cuisine traditionnelle, mosquées (*dzamija / cami*), bazars (*pazar et çarshija / çarşı*), forteresses (*kula, kule / kale-kule, palanka*), ponts comme celui de Mostar aujourd'hui détruit...) depuis la Grèce jusqu'à la Hongrie. Mais la population proprement turque, originaire d'Istanbul et d'Anatolie ou encore de Crimée et d'Ukraine, s'est le plus souvent repliée en Turquie, entraînant avec elle de nombreux musulmans autochtones.

d) Les Muhadjirs de Turquie : une forte proportion de l'actuel peuplement

En Turquie, mais aussi en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, le terme *muhacir / mohajjer* s'utilise dans le sens de réfugié, rapatrié. La racine, arabe, est la même que celle du mot hégire ; le muhacir n'est pas seulement un immigré au sens descriptif, c'est aussi un musulman qui a quitté son pays, devenu *Dar'ul Harb*, pour rejoindre une terre d'Islam, *Dar'ul Islam*. Le turc moderne (*öztürkçe*), afin de diminuer cette connotation religieuse, emploie les termes de *göçmen*, immigré, mais toujours avec un sens ethnique – l'allemand dirait *Aussiedler* – et *sığınanlar*, demandeurs d'asile, « ceux qui s'abritent » pour les réfugiés autres que Turcs ou assimilés. On connaît peu en Europe cette vocation de la Turquie, terre d'asile et pays d'immigration avant d'avoir été pays d'émigration. Rares sont les références en français (de Planhol 1968, Dumont ou Kazgan 1980, Tarhan 1986...) qui donnent un aperçu de ces mouvements massifs de populations ayant fortement contribué à l'actuelle définition du peuplement turc. Des groupes compacts de muhacirs sont pourtant présents dans toute la Turquie, avec une surreprésentation effective à l'ouest, et dans les grandes villes, mais aussi dans de nombreuses campagnes anatoliennes (de Planhol 1958, Tunçdilek 1959). Necdet Tunçdilek décrit la plaine d'Eskişehir comme étant peuplée par des Turcs sédentaires (*Yerli, Manav*) à 1/3, des Turkmènes sédentarisés de fraîche date à 1/3, des Muhacirs à 1/3. La quasi-totalité des travaux géographiques fait référence à la présence de ces « immigrés / réfugiés / rapatriés ». Origines ethniques et géographiques comme circonstances historiques des arrivées sont souvent connues avec précision. On pourra citer les Azéris du Caucase (Karadağlı, Karabağlı, Karaçadır, Terekeme...), les

originaires des Balkans (Amuca, Turcs, Tatars, Pomaks, Bosniaques, Gacals, Çitaks, Serbes musulmans, Hongrois musulmans dits *Macarlar*, et quelques Gagaouzes chrétiens...), les originaires de Grèce, de (*Giritliler*) et Chypre (*Kıbrıslılar*), les Turcs d'Asie centrale et d'Afghanistan (Ouzbeks, Turkmènes, Tatars de Sibérie dits *Bokharlyks*, Kazakhs du Xinjiang et du Turkestan afghan, Kirghizes du Pamir...), les originaires du Caucase (Tcherkesses, Tchétchènes, Abkhazes, Adjars, Daghestanais, Nogay, Karaçay, Ingouches, Oubykhs...)² La liste donnée ici n'est d'ailleurs pas exhaustive (Andrews 1989). S'il est très difficile de connaître la part exacte de ces populations immigrées dans l'ensemble turc, on dispose néanmoins de quelques indications partielles, par des monographies récentes, du recensement de 1965 qui indiquait les langues maternelles, de statistiques sur les entrées aux frontières de réfugiés et demandeurs d'asile, et surtout de données historiques. En annexe, sont présentées les statistiques d'entrées (1973-1992), un résumé des flux décrits par les encyclopédies turques. Au total, sur la base du premier recensement moderne effectué en 1927, tenant compte des pertes humaines turco-musulmanes de 1914-1918, et des suites de la guerre de Libération (1919-1922), la proportion d'un tiers de la population totale issue de cette immigration semble réaliste³.

Dans bien des cas, ces populations, plus occidentalisées que les Anatoliens, plus ouvertes sur les techniques et les innovations, se sont remarquablement intégrées au nouvel ensemble turc. L'actuelle bourgeoisie, une part importante des milieux d'affaires, de nombreux intellectuels ou professeurs d'Université, des journalistes influents, des personnalités politiques et de très nombreux officiers de haut rang, à commencer par Mustafa Kemal Atatürk et Kenan Evren, originaires, le premier de Macédoine, le second de Roumanie, sont nés hors de l'actuel territoire turc ou issus des populations immigrées. Un réseau de relations denses perdure, avec des hauts et des bas, en fonction des relations extérieures de la Turquie avec ses voisins; il suffisait pour s'en convaincre de visiter la seconde gare routière de Topkapı (Istanbul) et de voir les nombreuses compagnies d'autocars spécialisés dans les relations avec les villes des Balkans, y compris petites et lointaines, comme Babadağ ou Medjidiya, en Dobroudja roumaine⁴. İstanbul est sillonnée par les camions et

² Les Oubykhs, petit peuple caucasien d'environ 30 000 membres, proche des Adyghés, a comme particularité de s'être totalement réfugié dans l'Empire ottoman entre 1860 et 1864. Le dernier témoignage de la langue oubykh est celui de Dumézil, qui a transcrit et traduit des contes. La langue a disparu, la population réfugiée en Turquie s'est assimilée aux Abazas, puis s'est turquisée. Le petit ouvrage de Sefer E. Berzeg (voir bibliographie) cite de nombreux officiers ottomans et républicains d'origine oubykh, actifs dans la Guerre de Libération, opposants ou compagnons d'Atatürk, dont le grand père de l'auteur, né et mort à Düzce, aujourd'hui encore peuplé par les descendants des immigrés caucasiens, en particulier Tcherkesses.

³ Estimation haute et personnelle, en cours... [Voir Annexes]. Les recensements donnent des chiffres équivalents à 1/32 en 1965, 1/16 en 1935. Il s'agit des muhacir récents, nés à l'étranger; les enfants des générations précédentes de réfugiés ne sont plus comptés, ils sont citoyens turcs à part entière. Cette estimation est plus intuitive que scientifique, la réponse exacte faisant appel à des méthodes démographiques complexes tenant compte des mouvements naturels, d'éventuels retours, de mariages mixtes...

⁴ Un document professionnel, remis par une association patronale d'autocaristes internationaux turcs, liste les sociétés *Bosna Transtur*, *Drina Trans*, *Morova*, *Özkosova*, *Sava Trans*, *Vardar Ulaşım*, *Nisikli*, *Şampiyon Hersekli*, spécialisées sur le trafic balkanique, à rapprocher d'Hersekli et Dağistanlı, sur lignes intérieures.

camionnettes de livraison de la société laitière *Tikveşli*, indiquant l'origine du patron, une petite vallée affluente du Vardar, au sud de la Macédoine. Les exemples peuvent être multipliés à l'envie.

Les caractéristiques sociales et politiques peuvent évidemment différer d'un groupe à l'autre. Si Tcherkesses et Tchétchènes ont la réputation d'être des croyants rigides – nombreux sont les imams issus de ces groupes –, les Balkaniques ont des profils très différenciés, présents de la droite anticommuniste aux intellectuels de gauche; les Turkestanais sont actifs dans l'extrême droite nationaliste, mais comme partout, tout est affaire de conviction personnelle, d'éducation et de culture, d'origine familiale et sociale. Depuis quelques années, sont édités des travaux d'importance et de qualité très inégales par des intellectuels issus de ces milieux *muhacir*, montrant par écrit que les souvenirs des origines ethniques et géographiques n'ont jamais été oubliés, que les grandes migrations vers l'Empire ottoman et la République n'ont jamais été occultées, et ce malgré l'idéologie centraliste et nationaliste kémaliste officielle. Les turcologues turcs et étrangers, comme François Georgeon, souvent cité pour ses travaux sur la naissance du nationalisme, connaissent parfaitement le rôle joué par les immigrés de toutes origines dans la construction de l'actuel Etat républicain⁵. Les intéressés eux-mêmes, en sont pour la plupart tout aussi conscients, et ne font guère mystère de leurs racines, tout en admettant leur fidélité et leur loyalisme face à la Turquie. Le fait nouveau, étudié par Alexandre Toumarkine, réside dans le discours plus revendicatif, la participation plus ouverte (pratique du *lobbying*, engagements dans les forces abkhazes, tchéchènes, azéries, bosniaques... des petits-enfants et arrière petits-enfants des *muhacirs*, de nationalité turque, aux côtés des milices nationalistes...), une activité éditoriale et politique, qui commencent à déranger les autorités turques, surtout lorsqu'il s'agit, comme les Lazes et les Adjars, de populations frontalières⁶. Ce qui était totalement inconcevable pour les Kurdes a jusqu'à aujourd'hui été toléré pour les associations de descendants d'immigrés.

e) La Turquie et les Kurdes, une position fragile

Pays refuge, pays d'immigration encore aujourd'hui, pays ouvert au tourisme, aux capitaux étrangers, membre de l'OTAN, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe, état musulman réputé laïque, et en tous cas sans religion officielle, la Turquie court après le développement économique. Après avoir

⁵ Voir les nombreux idéologues et députés d'origines tatares, turkestanaises, azéries... actifs lors de la fondation de la République ou dans la définition du nationalisme turc moderne, ayant vécu en Turquie avec des responsabilités parfois importantes, comme Ahmet Ağaoğlu, Yusuf Akçura, Ali Hüseyinzade, Abdurresid Ibrahimov, Mehmet Emin Rasalzade, Mohammed Ayaz Ishkakov... entre autres.

⁶ Alexandre Toumarkine, pensionnaire de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes, à Istanbul, étudie les relations des Caucasiens avec la Turquie contemporaine. Deux communications sur ce thème ont été prononcées au Congrès de l'AFEMAM (Juin 1994) à Strasbourg, et au Colloque de l'ERISM (Septembre 1994) à Istanbul. (« Revues des émigrés caucasiens dans la Turquie d'aujourd'hui » et « Sécularisation et ethnicisation du concept d'émigration chez les immigrés caucasiens et leurs descendants »).

participé à l'opération de l'ONU en Somalie, s'être rangée dans le camp international contre Saddam Hussein, elle est aujourd'hui présente dans la FORPRONU. Ses frontières sont ouvertes sur la Grèce, la Bulgarie, la Géorgie, l'Arménie, l'Iran, l'Azerbaïdjan, la Syrie, et les dirigeants kurdes irakiens voyagent avec des passeports diplomatiques turcs ! Plusieurs initiatives économiques ont été lancées par Turgut Özal, autour de la mer Noire, vers l'Asie centrale, vers le monde iranien... La Turquie est un îlot de stabilité politique, avec ses élections à peu près démocratiques, de relative prospérité économique, si l'on se réfère à la dislocation du bloc soviétique, aux conflits violents qui agitent Caucase et ex- Yougoslavie, à d'autres tensions récurrentes dans cette région du globe. On compte sur elle pour stabiliser les Républiques turcophones d'Asie centrale, pour barrer la route à l'influence iranienne, mais la presse internationale est prompte à rappeler l'expansionnisme ottoman, à Mossoul, à Chypre, en Bosnie, en Azerbaïdjan et jusqu'en Asie centrale, là où les Ottomans n'ont pratiquement jamais mis les pieds, hormis quelques timides tentatives à la fin du XIX^e siècle, et sans le moindre succès !

En réalité, la Turquie de 1994 est fragile, économiquement, avec une inflation galopante depuis plus de quinze ans, un chômage et un sous-emploi chroniques, une démographie tout aussi mal contrôlée... politiquement, avec le boulet de la question kurde, traîné depuis les années 1920. Le discours turc sur les droits des minorités en Grèce et dans les Balkans, ou à Chypre, passe particulièrement mal alors qu'un quart au moins du territoire est en proie à une véritable guerre civile, depuis l'émergence du PKK (*Partiyâ Karkerân Kurdistan*, Parti des Travailleurs du Kurdistan). Malgré les moyens mis en œuvre, une armée complète, renforcée par des supplétifs – *köy korucuları* ou protecteurs de village –, ces opérations contre-révolutionnaires ont pris avec le temps toutes les caractéristiques d'une guerre ethnique, avec dans chaque camp des accents de nettoyage ethnique, pour reprendre la phraséologie serbe à la mode. Derrière la façade marxiste-léniniste du discours d'Abdullah Öcalan, se profile un nationalisme kurde pur et dur, répondant au nationalisme turc des années 1920-1930. De toute évidence, l'armée ne s'y trompe pas et fait bien une guerre aux Kurdes et non des opérations de police anti-terroristes, le nombre des victimes dépasserait 10000 morts, plus de 2000 villages auraient été rasés, des dizaines de milliers de personnes déportées ou forcées à l'exil, ce que conteste toujours le Premier Ministre, Madame Tansu Çiller, alors qu'une fraction non négligeable de son propre gouvernement le dénonce ouvertement et que certains militaires se posent véritablement la question d'une réelle solution politique. Ce qu'il faut bien appeler une guerre, coûte extrêmement cher au budget turc et à la population dans son ensemble, le Sud-est Anatolien – terminologie officielle pour les régions à dominante kurdophone –, étant de plus paralysé par les « effets pervers » de l'embargo contre l'Irak.

2. La Turquie face à son environnement : atouts et handicaps pour un développement économique et un rôle politique accru

La Turquie des années 1985-1990 s'est distinguée par une ouverture inconnue jusqu'alors, sous la houlette du très libéral Turgut Özal, faisant appel au tourisme international, aux capitaux étrangers dans une proportion nouvelle, tandis que le cap d'une économie libérale, accompagnée de vagues de privatisations d'entreprises phares de la bureaucratie kémaliste.

a) Ouverture des frontières et commerce de la valise

L'un des signes manifestes de cette volonté d'ouverture a été la recherche de nouveaux partenaires économiques et l'ouverture de nouveaux postes frontières. La décennie 1980 a vu la création d'un commerce transfrontalier (*sınır ticareti*), avec la Syrie, l'Irak, l'Iran, libéralisant les échanges locaux jusqu'alors affaires de grands groupes exportateurs, souvent d'économie mixte, ou plus prosaïquement, de contrebandiers (de Tapia 1989). Avec l'ère Gorbatchev et la *perestroïka*, Turquie et URSS commencent à collaborer plus activement et plus librement. Depuis 1923, les échanges turco-soviétiques avaient été parfois importants, mais toujours centralisés, d'Etat à Etat, dans un contexte d'opposition politique de fond et de frontières hermétiques, ce qui n'empêchait pas les gros contrats (construction de l'aciérie d'İskenderun, de la fonderie d'aluminium de Seydişehir...). Dès 1988, des entreprises privées turques apparaissent sur les chantiers soviétiques, augmentant les exportations turques et emmenant des travailleurs émigrés – 932 en 1989, 1243 en 1990, 4690 en 1991, 6686 en 1992 ! –, les touristes russes deviennent plus nombreux, abordant Istanbul par la mer. Fin 1988, est mis en service la douane de Sarp, après 70 ans de fermeture totale et de division de ce petit village adjar. Le trafic TIR l'aborde doucement, avec 48 camions en 1988, 398 en 1989, et décolle dès 1990 avec 5834 passages cette année-là, 13 146 en 1991, et 15 905 l'année suivante (Bilici 1993 : 172)⁷, alors que les populations frontalières, Lazes, Adjars, Géorgiens, s'engouffrent dans la brèche pour des retrouvailles parfois émouvantes – une grand-mère qui fait connaissance de ses petits enfants, fait rapporté par la presse turque –, bientôt suivies par les Turcs, les Arméniens, les Azéris, et évidemment les Russes. Très vite, se créent les *Rus pazarı*, dans chaque ville et bourgade des côtes turques de la mer Noire, de Hopa à Samsun, où les Soviétiques viennent échanger tout ce qu'ils peuvent contre des devises et des produits de consommation occidentaux. Les plus aventureux poussent jusqu'à Erzurum et Istanbul. L'éclatement de l'URSS et la dislocation du bloc oriental accélèrent encore le processus, Bulgares, Tchèques, Hongrois, Polonais, Baltes, Yougoslaves, Turcs

⁷ Chiffres recueillis par Faruk Bilici à la Direction des Douanes de Trabzon, les données dont nous disposons sont légèrement différentes, mais respectent les mêmes tendances et proportions. Elles nous ont été fournies par l'Association des Transporteurs Internationaux Routiers.

d'Asie centrale... se pressent au Grand Bazar d'Istanbul, d'autant plus que plus à l'est, s'ouvrent des routes commerciales entre le Kazakhstan, la Kirghizie et le Xinjiang, entre la Sibérie et la Mandchourie, entre les deux Mongolies. Après le grand exode de 340 000 Turcs de Bulgarie, tombe le gouvernement de Todor Jivkov, de nombreux exilés retournent en Bulgarie et les relations se normalisent. La dictature de Nicolăi Ceausescu disparue, les Turcs se mettent à investir en Roumanie alors que les relations commerciales s'étoffent. Dès la fin de 1990, une autre porte s'ouvre avec la mise en service de la douane de Dilucu / Nakhitchévan, sur la route de Bakou. Celle-ci sera vite entravée par l'avance du front arménien du Karabagh. Des chercheurs turcs, Cengiz Aktar et Nedim Ögelman (1994), Faruk Bilici (1993), font état de courants et de trafics considérables : en 1992, plus de deux millions de touristes venus des pays de l'Est sont entrés en Turquie, dont 1 080 000 ex-Soviétiques par les frontières orientales. 50 % seraient géorgiens, 25 % azéris, 10 % arméniens, 6 % russes, 4 % ukrainiens. A l'ouest, on rencontre principalement des Bulgares, suivis par les Roumains, les Polonais, les Moldaves. Des lignes d'autocars « charters » rallient Istanbul au départ de Budapest ou Riga (*Libération* du 28/03/1994). Selon l'Université de Trabzon qui a mené des enquêtes auprès des visiteurs, le volume des transactions oscillerait entre 100 et 400 millions d'US \$. Ce commerce « à la valise » (*petty traders, bavul ticareti*) est largement informel, même si les Chambres de Commerce turques cherchent à le canaliser par la création d'emplacements réservés, la collecte de taxes... Le commerce international classique se heurte lui à l'insécurité des routes caucasiennes, aux conflits armés, aux mafias locales, à l'animosité des autorités de quelques pays riverains, de l'actuelle Fédération Yougoslave à l'Iran.

b) L'impact de la crise yougoslave

L'impact de la crise yougoslave est ainsi particulièrement ressenti. Ce n'est pas tant sur le plan politique que sur celui de l'économie que les retombées sont sensibles. La presse britannique ou américaine met souvent en avant la solidarité ethnique des Turcs d'origine bosniaque avec Sarajevo et le fait que des officiers et des combattants turcs se trouvent parmi les « *moudjahiddines* ». Si la presse turque l'atteste effectivement – comme d'ailleurs dans les conflits du Karabagh et abkhaze –, il semble pourtant que cette participation soit faible: des manifestations ont eu lieu à Istanbul et Ankara, rares et peu massives, à la notable exception de l'une d'entre elles dirigée contre l'Ambassade des Etats Unis, il s'agissait d'un rassemblement islamiste ! Les journaux turcs islamistes et nationalistes ont ouvert des comptes bancaires pour la Bosnie, en Turquie et en émigration, affaires aujourd'hui saisies par les tribunaux turcs et allemands, pour détournement de fonds et financement occulte de partis politiques ! L'impact réel serait donc plutôt à rechercher sur l'évolution politique intérieure.

Dans le domaine économique, l'impact est plus net : la Turquie a perdu l'axe majeur qui la reliait à son principal client et fournisseur, la CEE. La circulation migratoire joignant les communautés émigrées au pays a été totalement perturbée et déviée, occasionnant des surcoûts importants et une gêne considérable, au moment même où le pays perdait son principal partenaire économique moyen-oriental : l'Irak (de Tapia 1994, 1996). Il a fallu détourner les trafics, soit par l'Adriatique, soit par la Roumanie, où les conditions de transit sont réputées difficiles. Les embargos internationaux contre la Serbie, contre l'Irak, grec contre la Macédoine, se chiffrent en millions de dollars de pertes, un coût social très fort et une recrudescence très sensible du ressentiment anti-européen. Le syndrome de l'encerclement, de l'hostilité des voisins immédiats, le sentiment de la suspicion et l'incompréhension des Européens à l'égard des Turcs augmentent. Les partis islamistes et nationalistes en profitent largement. La Bosnie, le Kurdistan irakien, Chypre, sont autant d'exemples de la duplicité occidentale ! Le rêve d'une Turquie intégrée à l'Europe est en train de s'estomper.

c) La guerre du Karabagh et ses conséquences

A l'est, autre espoir, autre enthousiasme perdus. La coexistence prônée par Mikhaïl Gorbatchev et Turgut Özal se fracture dans le Karabagh. Le gouvernement turc, proche des thèses azéries, garant de la sécurité du Nakhitchévan depuis 1921 (Traité turco-soviétique de Gümrü [Leninakan ou Spitak], repris à Kars et Moscou), résiste tant bien que mal aux opinions publiques turques et azéries. La Turquie permet, avec beaucoup d'hésitation, à l'aide humanitaire internationale de parvenir en Arménie – ce qu'interdit de fait la Géorgie qui bloque l'accès à la mer Noire –, et soutient mollement le Président Elçibey, pro-turc et en faveur d'une république laïque et libérale sur le modèle turc. Les tractations entre Occidentaux, Turcs, Russes et Azéris pour la construction d'oléoducs écoulant les pétroles azerbaïdjanais et kazakhs n'en finissent pas, chacun cherchant à tirer la couverture à soi. Le marasme économique et social azéri, la défaite militaire, alors que la Turquie a fait preuve de prudence, permettent aux Russes de reprendre le contrôle de la situation, sans rien régler sur le fond. Ebulfé Elçibey est écarté, les Turcs également.

La descente des milices arméniennes du Karabagh sur la vallée de l'Araxe ont aussi l'avantage de couper les routes terrestres possibles vers l'Asie centrale turcophone. Le seul axe entrouvert est celui de l'Azerbaïdjan iranien, mais Turcs et Iraniens s'opposent sans discontinuer pour l'établissement d'une aire d'influence économique et politique en Asie centrale. Les communications, sans être véritablement coupées, n'en sont pas moins difficiles. Les échanges turco-turkestanais, malgré des progrès substantiels, seront limités. L'avion – des lignes aériennes bilatérales, *THY* et compagnies nées de l'*AEROFLOT*, *Özbekistân Havâ Yolları*, *Azerbaycan Hava Yolları*, *Kazakistan Ace Jolı*... ont vite été établies –, ne permet pas tous les transports et surtout à des prix compétitifs (de Tapia 1996).

d) Le Caucase, une insécurité générale et des promesses non tenues

Alors que la *perestroïka* semblait ouvrir une ère nouvelle dans les relations turco-soviétiques, avec l'ouverture de la douane de Sarp, celle des marchés du bâtiment et des travaux publics, des échanges facilités dans tous les domaines, la chute de Mikhaïl Gorbatchev, la dislocation de l'URSS, passé le premier moment d'agréable surprise suivi du triomphe des opposants au régime soviétique, le Caucase n'a pas été long à redevenir pour les Turcs une zone dangereuse. A peine ouvertes, les douanes de Sarp et Dilucu, qui autorisaient les plus grands espoirs – en raison aussi d'une première normalisation des relations frontalières avec l'Arménie, par Alican et Akyaka –, amènent à des impasses, ou au mieux, à des zones de transit dangereuses. Les conflits du Karabagh, d'Ossétie, d'Abkhazie, de Tchétchénie, la lutte fratricide opposant Zvi Gamsakhourdia à Edouard Chevarnadze, celle qui fait remplacer Ebulfé Elçibey par Haydar Aliyev, coupent rapidement tous les axes de transit de Trans- et Ciscaucasie, et au-delà, vers la Russie, l'Asie centrale et le Kazakhstan. Vers l'est, la seule route (relativement) sûre est celle de l'Iran. Ceci signifie essentiellement qu'une partie importante des accords signés avec plusieurs républiques de la CEI sont rendus caducs, à moins d'organiser de vastes et coûteux ponts aériens ! Le manque à gagner pour l'économie turque est certain, les malentendus avec l'Arménie, mais aussi l'Azerbaïdjan s'accumulent, l'Iran se place de plus en plus comme concurrent ouvert. L'enthousiasme des débuts retombe vite alors que se multiplient les agressions de transporteurs routiers, les prises d'otages suivies de demandes de rançon, les assassinats d'hommes d'affaires... L'insécurité étant générale, l'instabilité grandissante, il faudra probablement attendre de longues années pour que le Caucase ne retrouve des conditions de circulation et de vie « normales », à moins que les armées russes ne viennent reprendre en main la totalité de la région.

3. Des initiatives privées, des pouvoirs publics prudents

Face aux Balkans, face au Caucase, de toute évidence, face à l'Asie centrale, du fait de l'Histoire et des multiples liens culturels existant entre la Turquie et l'extérieur, gouvernement et milieux d'affaires sont tentés de jouer un rôle économique et politique certain et dans le contexte régional d'un pays de 60 millions d'habitants, rien n'est en définitive plus naturel, ne serait-ce que pour rechercher des débouchés à une industrie récente qui en a bien besoin. Pourtant le contraste est grand entre la prudence affichée par les pouvoirs publics et les activités privées des hommes d'affaires et de quelques milieux politiques qui ont su mêler avec un relatif succès prosélytisme et commerce. D'autre part, sortis du giron soviétique et accédant à l'économie de marché, les états balkaniques et d'origine soviétique ont pu se figurer la Turquie comme un modèle de développement intermédiaire accessible pour des pays aux économies fragilisées, d'autant que l'Allemagne et les Etats-Unis ne se sont pas faits

priés pour développer cette idée, avec le projet clairement affiché de contrer l'influence iranienne. Les milieux *muhacir*, avec leurs entreprises souvent dynamiques, leur activisme politique, leur antisoviétisme et anticommunisme notoires, des Bosniaques aux Kazakhs, apparaissaient comme des intermédiaires obligés.

a) Une fragilité économique certaine

Le réel dynamisme économique turc, souvent souligné par les rapports de l'OCDE, ne résiste pas à l'examen des potentialités économiques, dès lors qu'on le confronte, d'une part, à l'immensité des besoins de financements des nouveaux états, d'autre part à la concurrence des grands pays industriels (Allemagne, Japon, USA, CEE dans son ensemble...), de nouveaux pays industriels comme la Corée du Sud. En termes de PIB et de PNB, de capacité d'investissement et d'épargne, la Turquie occupe un rang modeste. Elle dépend en grande part de l'étranger pour ses investissements, pour ses entrées de devises (dont 2 à 3 milliards annuels de transferts des émigrés), presque entièrement pour sa technologie. En d'autres termes, l'économie turque peut faire office de canal en utilisant son capital de sympathie, ses réseaux ethniques, sa proximité culturelle et une relative solidarité religieuse. Elle ne peut en aucun cas manifester de réelle autonomie dans les prises de décision et contrecarrer ses propres bailleurs de fonds. Les incidents survenus entre sociétés turques et allemandes pour la fourniture de logements sociaux en Russie et Biélorussie l'illustrent parfaitement : l'économie allemande ne tolérera les prestataires turcs qu'à condition d'être servie au préalable.

Les initiatives privées sont diverses, émanant parfois d'entreprises importantes, avec le soutien affiché de l'Etat, comme NETAŞ ou TELETAS dans le domaine des télécommunications (ces entreprises travaillent sous licences occidentales), plus souvent de petits entrepreneurs, transporteurs (autocaristes et routiers), agences de voyages – pour certaines issues de milieux islamistes –, petits industriels, voire artisans. Les Turcs semblent ainsi avoir percé dans la boulangerie à Sofia et Bucarest, dans les activités de transit autour de la mer Noire, dans l'import-export en général.

Quelle est la part du réel et de l'autosatisfaction dans les chiffres annoncés, des centaines d'entreprises présentes dans les Balkans, le Caucase, en Russie, au Turkménistan... ? Les observateurs, voyageurs, journalistes, universitaires de passage, s'accordent pour décrire l'activisme économique turc ; les chiffres sont trop rares et trop partiels pour qu'en soit tirée une quelconque conclusion.

b) Une réputation militaire peut-être injustifiée

L'armée turque (*Türk Silahlı Kuvvetleri*, *TSK* est le sigle employé aujourd'hui par la presse turque, en attendant un équivalent à venir de Tsahal), jouit à l'étranger d'une solide réputation, qualifiée de première armée du Moyen-Orient, tout comme celles de l'Irak, de l'Iran, d'Israël, de Syrie, de Jordanie... selon l'usage que l'on veut faire du qualificatif, mettre en confiance les opinions publiques ou au contraire les effaroucher pour mieux justifier l'écrasement de la dite armée, comme dans le cas irakien. Les effectifs, de 600 à 800 000 hommes sont de fait importants, la présence militaire dans le paysage quotidien impressionnante pour les touristes en voyage et le rôle politique intérieur sans commune mesure avec celui des armées occidentales. Héritières des traditions ottomanes, l'Armée cultive son image dans une société de tout temps autoritaire et militarisée, guerrière au sens, pourrait-on dire, ethnologique, pour coller à l'idéologie nationale de l'origine nomade et centrasiatique.

En réalité, nul ne sait ce que vaut cette force imposante sur un théâtre d'opération extérieur. Depuis 1923, l'armée turque n'a jamais été engagée dans un conflit majeur. Elle est apparue aux côtés des Américains en Corée, de 1950 à 1953, mais les difficultés que connaissent de nos jours les anciens combattants de Corée montrent que l'impact sur la société turque est minime. Elle semble se comporter honorablement en Somalie, en Bosnie, aux alentours de Zenica, (contingent de 2 500 hommes, dont la moitié environ sur le terrain) et parmi les forces aériennes de l'OTAN basées en Italie, mais les réticences de la part de l'ONU ont été grandes. La menace de l'expansionnisme « ottoman » était agitée par les Serbes et les Grecs. Il est clair qu'elle a joué un rôle majeur sur le flanc nord de l'Irak, par sa seule présence, pendant la guerre du Golfe, en faisant glisser 120 000 soldats vers cette frontière. « L'Opération de Paix » de Chypre (*Barış Harekâtı*, 1974), a laissé un souvenir amer aux Chypriotes Grecs et à leurs alliés d'Athènes, mais l'analyse géographique qu'en fait Pierre-Yves Péchoux (1976) est, à mon avis, instructive des limites réelles de « TSK ». Les opérations « anti-terroristes » sur le sol irakien, faisant appel à l'aviation, sont devenues courantes. Son usage principal est cependant interne, ayant déclenché trois coups d'état en trente ans, en 1960, 1971 et 1980 ; la constante majeure depuis 70 ans est celle de la répression contre les Kurdes.

La guerre du Golfe, les actuelles opérations contre le PKK, montrent une population turque, où les Kurdes, qu'ils soient opposants ou intégrés à la société turque, sont nombreux, -les estimations récentes vont de 12 à 15 millions de citoyens d'ascendance kurde, toutes définitions confondues-, somme toute peu belliciste, consciente du poids économique, social et politique, de l'image négative consécutive, qu'entraîne l'actuelle politique, ou plutôt, l'absence de politique, des pouvoirs publics. Malgré quelques gesticulations islamo-nationalistes, on imagine mal une population de plus en plus concernée par ce qu'on nomme ici la « société civile » appuyant sans restriction une intervention massive hors des frontières, que ce soit à Mossoul, dans le Caucase ou vers les Balkans. De plus,

l'Armée reste très dépendante de la technologie américaine et n'est en aucun cas auto-suffisante en matière d'armement tactique ou stratégique. Elle dépend aussi de l'extérieur pour les produits pétroliers. En d'autres termes, une intervention extérieure massive ne peut se concevoir sans l'aval de l'OTAN !

L'embargo américain consécutif à l'affaire chypriote a pesé très lourd sur le niveau technologique de la Défense qui ne fait que rattraper son retard, avec entre autres, la fabrication à Ankara et Eskişehir de chasseurs F-16, sous licence évidemment. La prudence d'Ankara face à l'Arménie et à la Russie, au Karabagh, illustre bien cette vérité. Les critiques acerbes et la démission du chef d'état-major et de plusieurs officiers supérieurs lors de la guerre du Golfe, tout autant. Cela aurait été impensable quelques années auparavant.

c) Des voisins méfiants et attentifs

Plus généralement, la Turquie est environnée de voisins méfiants et attentifs au moindre signe de réveil d'un quelconque hégémonisme turc. Grèce, Chypre, Serbie, Bulgarie, Roumanie, ont gardé un souvenir cuisant du « joug turc ou ottoman », pour reprendre l'expression bulgare. Les Russes ont mis des siècles à se libérer du « joug tatar » et imputent souvent leurs problèmes actuels aux vestiges nombreux de l'occupation turco-mongole qu'ils ont subie. L'Ukraine est née des reculs successifs des Tatars de Crimée, appuyés par les Turcs ottomans. L'Iran turc s'est opposé des siècles durant à l'Anatolie turque, et l'actuelle condescendance iranienne à l'égard des Turcs dans leur totalité, qu'ils soient Turcs, Azéris ou Ouzbeks, est à l'égal de l'humiliation subie pendant parfois un millénaire (voir de Planhol 1988 pour la situation de l'Iran et Choulourov 1994 pour une analyse tadjike). Le Moyen-Orient arabe connaît des sentiments proches dans lequel l'Islam commun à tous joue un rôle mineur. Il n'y a guère que les Tunisiens qui soient heureux de rappeler l'occupation turque, il est vrai qu'entre temps les Français sont passés par là !

Aussi, la moindre initiative turque est-elle vécue comme une provocation et une menace : proposition de participation à la FORPRONU, envois de convois humanitaires, rapprochement diplomatique avec l'Albanie, coopération avec la Bulgarie, reconnaissance de la Macédoine... Grecs et Serbes sont les plus acerbes, les Russes parfois ouvertement menaçants – les menaces ne sont pas uniquement proférées par Jirinovski, qui connaît fort bien la Turquie et parlerait couramment turc –, les Américains et les Allemands mettent en avant le modèle kémaliste et s'empressent de protester dès qu'une société privée de Turquie emporte un marché. La concurrence d'Ankara et Téhéran à Tachkent et Ashkabad ou Bakou se cristallise sur la communication, le commerce, l'éducation et la formation, tandis que Riyad, Islamabad s'activent et que Beijing garde un œil attentif sur tous ces

développements. Moscou manie la carotte et le bâton, n'ayant plus les moyens dans l'immédiat d'intervenir trop ouvertement.

d) Le contre-exemple du Kurdistan

De toute évidence, le problème kurde des années 1990 est, bien plus encore que pour les périodes précédentes, absolument contre-productif. Non seulement parce l'image de marque de la Turquie souffre beaucoup à l'étranger, parce que la diaspora kurde a su utiliser la porte ouverte par l'émigration vers l'Europe, en multipliant les initiatives contre Ankara, mais aussi parce que les autorités se montrent incapables de le maîtriser, que ce soit par la force et l'utilisation de la répression militaire et policière, ou par des solutions politiques. L'exode kurde de 1991, après la guerre du Golfe, en amassant devant les caméras turques et occidentales des centaines de milliers de Kurdes irakiens, a fait sauter un tabou : on parle aujourd'hui ouvertement dans la presse, à la télévision, de Kurdes, voire de Kurdistan. Certes, le débat n'est pas entièrement libre, des dizaines de journalistes et d'intellectuels, parmi lesquels plusieurs universitaires (Haluk Gerger, Fikret Başkaya, İsmail Beşikçi...) sont emprisonnés pour propagande séparatiste, en vertu d'une loi particulière sur le terrorisme, mais la discussion est lancée, et, en étant un tant soit peu optimiste, on peut mesurer le chemin parcouru depuis l'époque des « Turcs des Montagnes »⁸.

Malgré des progrès certains et une relative démocratisation, dix ans de guerre civile – alors que le problème se pose depuis les années 1920-1925 –, ternissent considérablement le capital politique extérieur du pays. La Russie de Boris Eltsine ne se prive pas d'agiter la question kurde lorsqu'il s'agit de négocier contre Ankara le tracé des oléoducs permettant à l'Azerbaïdjan et au Kazakhstan de désenclaver leurs productions d'hydrocarbures. Des congrès kurdes sont accueillis à Moscou. D'autre part, la défense des minorités turques à l'étranger, dans les Balkans, singulièrement en Bulgarie, en Thrace grecque, au nord de Chypre, mais bien plus loin encore au Xinjiang ouïgour ou kazakh, n'est guère recevable, les interlocuteurs internationaux ayant beau jeu de rappeler les entorses turques au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aux droits de l'Homme les plus élémentaires.

En-deçà de ces considérations politiques, ce sont aussi les potentialités de développement économique de plus d'un quart du territoire national qui sont lourdement obérées. Le projet grandiose du GAP (*Güneydoğu Anadolu Projesi* : construction de barrages, irrigation, industrialisation, développement des communications...) prend du retard, le coût du maintien en activité d'une armée

⁸ Phénomène illustré par le vocabulaire en usage dans la presse turque et les média en général. Les « Turcs des Montagnes » (*Dağ Türkleri*) des années 1960 sont devenus « nos compatriotes d'origine kurde » (*Kürt kökenli vatandaşlarımız*) après la Guerre du Golfe, et plus simplement « les Kurdes » (*Kürtler*). Le mot *Kurdistan* fait une timide apparition.

en opération, renforcée par des milices tribales subventionnées par le gouvernement, s'ajoutent aux pertes importantes de rentrées de devises dues à l'embargo contre l'Irak qui touche la même région. Le « Kurdistan turc » est donc sinistré plusieurs fois, mais l'insécurité et le ralentissement économique affectent un territoire plus grand encore, jusqu'à Kars et Erzurum, empêchant l'investissement et gênant les communications.

3. Le rôle effectif de la Turquie entre Balkans et Caucase : actualité et prospective

De toute évidence, il faut se garder de prendre pour argent comptant aussi bien le discours turc, nationaliste, islamiste, ou simplement de certaines personnalités politiques et gouvernementales, que le discours alarmiste grec, arabe, bulgare, serbe ou russe, sur la volonté hégémonique des Turcs et un éventuel retour de l'ottomanisme. Au vu de la situation politique intérieure, lourdement handicapée par l'affaire kurde, des capacités de manœuvre de la diplomatie turque, gênée par des contentieux avec la quasi-totalité de ses voisins, par le passif hérité des dernières décennies de l'Empire, de la situation économique et financière, il semble bien que même le discours américain sur le modèle turc de « démocratie laïque libérale » qu'il conviendrait de proposer à l'Asie turcophone, soit irréaliste. La capacité d'Ankara d'influencer ses partenaires des Balkans, du Caucase et d'Asie centrale, sans être nulle, apparaît surfaite. En guise de conclusion provisoire, voyons quelles sont les actuels moyens d'action dont dispose la Turquie.

**** En matière économique***

La Turquie, avec Turgut Özal, a lancé plusieurs initiatives de coopération économique, dont la Zone de Coopération Economique des Pays Riverains de la mer Noire (ZCEMN), avec en 1992 la signature de neuf pays (Turquie, Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Russie, Moldavie, Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie), la revitalisation de l'Organisation de la Coopération Economique (OCE), sur la base du vieil accord de 1964 entre elle, l'Iran et le Pakistan. Les six Républiques turcophones s'y sont jointes, ainsi que l'Afghanistan. Elle a signé des accords avec plusieurs banques de développement internationales et a créé des organismes techniques afin d'encourager le commerce international et les coopérations économiques et culturelles, dont une Agence Turque de Coopération et de Développement (*TİKA Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*) ; elle dispose donc d'outils spécialisés et vise plusieurs axes, Balkans et Europe centrale et orientale, mer Noire-Caucase-Russie, Asie centrale. Plusieurs centaines de projets d'investissement sont à l'étude ou en cours, en Asie centrale, en Bulgarie, en Roumanie... Les échanges commerciaux se sont développés avec l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie, la Roumanie, l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale. Les crédits turcs aux

Républiques Turques, aux pays des Balkans dépassent le milliard de dollars. Ceci n'est pas négligeable, mais sans les relais européens et américains, la Turquie ne peut guère aller au-delà⁹.

**** En matière politique et stratégique***

Tous les pays de la région sont à l'un ou l'autre moment qualifiés de puissance militaire, mais hormis Israël, aucune armée régionale n'a jamais participé avec succès à un conflit autre que bilatéral, quand bien même la guerre Irak-Iran ait été extrêmement violente et meurtrière. La stratégie turque est avant tout défensive. Chypre, par le différentiel des forces en présence, entre Chypriotes grecs et Armée turque, n'est pas un exemple probant.

Les incursions turques en Irak, rapides et peu profondes, contre un PKK toujours actif après plus de dix ans de combats souvent meurtriers, montrent une capacité de manœuvre non négligeable, mais aussi une incapacité à réellement tenir le terrain, y compris sur son propre territoire. Les conflits récents prouvent la supériorité de technologies sophistiquées que les Turcs ne possèdent que par procuration. On les voit difficilement s'aventurer dans un conflit, même de peu d'envergure, sans l'aval des fournisseurs américains et européens.

Politiquement, aucun des actuels dirigeants turcs ne semble avoir le même charisme, la même vision à terme que le Président Özal. La coalition au pouvoir est fragile, agitée par les scandales financiers, l'opposition islamiste, l'activisme kurde, et ne réussit pas à emporter l'adhésion, ni de l'Europe, ni du Moyen-Orient. On assisterait plutôt à une relative marginalisation des positions turques, engluées dans de multiples contradictions internes, face à des gouvernements occidentaux eux-mêmes dans l'incapacité la plus totale de réagir devant un monde qui change trop vite. Que dire de la difficile expérience russe !

**** Les retombées intérieures des crises extérieures***

Ces retombées sont par définition difficilement mesurables. Il est clair que la Turquie a été l'une des principales victimes de la guerre du Golfe, indirectement, après l'Irak et les Kurdes irakiens. L'insécurité et la guerre civile ont progressé sur fonds de chômage et d'écroulement des activités de transport et de transit. Les pertes pour l'économie nationale et locale se chiffrent en milliards de dollars. L'enthousiasme face à la réémergence d'entités turques en Asie et au Caucase a fait place à une sourde crainte de l'opposition russe, non plus idéologique, mais franchement nationaliste et

⁹ TİKA, agence gouvernementale créée à Ankara en 1992 (date effective de mise en service), édite des rapports sur la coopération engagée par la Turquie envers les nouveaux Etats indépendants, principalement turcophones. Pour notre objet, sont disponibles les rapports « Azerbaïdjan » et les tableaux récapitulatifs intégrant Géorgie, Macédoine, Albanie, Bulgarie, Roumanie... comme par exemple l'envoi d'objets du culte musulman et de publications religieuses (317 725 selon la note !) à 15 pays majoritairement ou partiellement turcophones par Diyanet İşleri Başkanlığı, la Présidence des Affaires Religieuses. C'est un exemple parmi d'autres.

impérialiste et donc imprévisible. A l'Ouest, l'écrasement progressif de la Bosnie comme la dislocation sans espoir de l'Irak ont fait monter les ressentiments antioccidentaux, encore relayés par le racisme antiturc des néo-nazis allemands.

Une idéologie kémaliste sclérosée, un occidentalisme battu en brèche par le modèle lui-même, une industrialisation incomplète, suivie d'un libéralisme sans réelle justice sociale et par une démocratisation tout aussi incomplète, font de la Turquie un pays contradictoire, bridé, sans projet et sans vision clairs et cohérents. Le discours islamiste ne cesse de progresser, la remise en cause des acquis kémalistes grignote de jour en jour ce qui rapprochait la société turque des sociétés européennes de l'Ouest. Nombreux sont ceux qui se retournent vers leurs « racines » anatoliennes, musulmanes, centre-asiatiques, moyen-orientales, ottomanes... sans trop savoir où cela peut mener. La Turquie de 1995 est en attente, sur la défensive, déçue par ses alliés et méfiantes avec ses voisins qui le lui rendent bien ! Pourtant, le pays n'a jamais été aussi complètement ouvert sur l'extérieur. La population fait preuve d'un dynamisme immense, démographique, mais pas uniquement. A la recherche de repères, de modèles – alors que tous les modèles idéologiques se sont effondrés –, la Turquie est aujourd'hui partie prenante sur tous les fronts, Caucase, Balkans, Europe occidentale (par le biais de l'émigration), Asie centrale, Moyen-Orient, dans le débat sur l'économie libérale et le développement, sur les relations entre Islam, laïcité, démocratie, reconnaissance des minorités, droits de l'Homme, écologie et environnement... et bien d'autres encore. Les citoyens turcs sont interpellés par les problèmes internes, mais aussi externes, ayant gardé ou retrouvé des liens organiques avec un très vaste environnement, une profondeur historique hors du commun, et des contentieux innombrables avec toutes les populations environnantes. Si l'on fait souvent remarquer à Paris que Sarajevo n'est qu'à deux heures d'avion, Istanbul et l'Anatolie sont environnées de « Sarajevo ». Bosnie, Kosovo, Macédoine, Transylvanie, Moldavie, Crimée, Abkhazie, Ossétie, Karabagh, Tchétchénie, Liban, Palestine, Kurdistan... sont autant de références proches d'une fraction au moins de la population.

Références bibliographiques

- Cengiz AKTAR et Nedim ÖGELMAN (1994), Recent Developments in East-West Migration: Turkey and the Petty Traders. **International Migration**, (32) 2, 343-354.
- Jacques ANCEL (1930, réédité 1992), **Peuples et Nations des Balkans**, Paris, A. Colin (Editions du CTHS, Collection Format 8).
- Peter A. ANDREWS (Ed.), avec la collaboration de Rüdiger BENNINGSHAUS (1989), **Ethnic Groups in the Republic of Turkey**, Beihefte zum Tübinger Atlas des Vorderen Orients, Reihe B, n° 60, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 659 p.
- Louis BAZIN (1986), Les peuples turcophones d'Eurasie : un cas majeur d'expansion linguistique, **Hérodote**, (46 : Géopolitique des Langues), 75-109.
- Marcel BAZIN (1988), Ethnies et groupes socioprofessionnels dans le Nord de l'Iran, in J.P. DIGARD, **Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan**, CNRS, Paris, 77-88.

- Marie BENNIGSEN-BROXUP Ed. (1992), **The North Caucasus Barrier, The Russian Advance towards the Muslim World**, Londres, Hurst, 252 p.
- Jacques BENOIST-MECHIN (1954), **Mustapha Kemal, ou la mort d'un empire**, Paris, Albin Michel, 502 p.
- Sefer E. BERZEG (1990), **Türkiye Kurtuluş Savaşında Çerkes Göçmenleri II** [Les Immigrés Tchérkesses dans la Guerre de Libération de Turquie II], Nart, Istanbul, 99 p. et photos.
- Hayati BICE (1991), **Kafkasya'dan Anadolu'ya Göçler** [Migrations du Caucase vers l'Anatolie], Türkiye Diyanet Vakfı n° 65, Ankara, 213 p.
- Faruk BİLİCİ (1993), Une réalisation concrète avant la lettre : la coopération en mer Noire orientale, **CEMOTI** (15), 169-184.
- Norbert de BISCHHOFF (1936), **La Turquie dans le Monde (l'Empire Ottoman, la République Turque)**. Paris, Payot, 248 p.
- **CEMOTI- Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien**, voir en particulier le n° 14, L'émergence du monde turco-persan, 1992, et le n° 15, La Zone de Coopération Economique des Pays Riverains de la mer Noire, 1993.
- Charif et Roustam CHOUKOUROV (1994), **Peuples d'Asie Centrale (Essai)**, Paris, Syros, 230 p.
- Marcel CLERGET (1938), **La Turquie, passé et présent**. Paris, Armand Colin, 207 p.
- Etienne COPEAUX et Stéphane YERASIMOS (1992), La Bosnie vue du Bosphore, **Hérodote** (67 : La Question Serbe), 151-159.
- Jean-Pierre DEBATS (1979), Nationalités et groupes ethniques en République Socialiste de Macédoine, **Revue Géographique de l'Est**, (19) 1/2 (spécial Europe Centrale et Balkanique), 67-86.
- Jean-François DREVET (1991), **Chypre, Île Extrême (Chronique d'une Europe oubliée)**, Paris, Syros, 333 p.
- Paul DUMONT (1980), L'émigration des Musulmans de Russie vers l'Empire ottoman. Aperçu bibliographique des travaux en langue turque, in **Les Migrations Internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours**, Paris, Editions du CNRS, 212-218.
- Michel FOUCHER (Dir.) (1993), **Fragments d'Europe ; Atlas de l'Europe médiane et orientale**. Paris, Fayard et Observatoire Européen Géopolitique, 327 p.
- Bedri HABİÇOĞLU (1993), **Kafkasya'dan Anadolu'ya Göçler** [Migrations du Caucase vers l'Anatolie], Istanbul, Nart, 187 p.
- Louis HAMBIS (1968), **La Haute Asie**, Paris, PUF (Que sais-je ?), 128 p.
- György HAZAI (1992), La question linguistique dans le monde turc actuel, **CEMOTI**, n° 14, 6-15.
- Yahya KANBOLAT (1989), **Reyhanlı İlçesinde Türkmen Aşiretlerinin Durumu ve Kuzey Kafkas Göçmenleri** [Etat des tribus turkmènes de l'Arrondissement de Reyhanlı et Immigrés du Nord Caucase], Bayır, Ankara, 102 p.
- Gülten KAZGAN (1980), Migratory Movements in the Ottoman Empire and the Turkish Republic from the end of the 18th century to the present day, in **Les migrations internationales de la fin du 18^e siècle à nos jours**. CNRS, Paris, 615-641.
- Kemal KİRİŞÇİ (1991), Refugee Movements and Turkey, **International Migration**, (29) 4, 545-560.
- Ernst Johannes KLÄY (1983), Endstation "Islambol". Die Türkei als Asylland für muslimische Glaubensflüchtlinge und Rückwanderer (Muhacir) im 19. und 20. Jahrhundert, in Micheline CENTLIVRES-DEMONT (Ed.), **Migrations en Asie : Migrants, personnes déplacées et réfugiés**. Ethnologica Helvetica (7), 9-82.
- Robert MANTRAN (1993), **Histoire de la Turquie**, PUF, (Que sais-je ?), 128 p.
- Pierre-Yves PECHOUX (1976), Les dimensions géographiques d'une guerre localisée : Chypre 1974-1976. **Hérodote** (3 : Stratégies, Géographies, Idéologies), 11-44.
- Pierre-Yves PECHOUX (1988), Chypre : Géopolitique d'une île fracturée. **Hérodote** (48), 127-142
- Xavier de PLANHOL (1958), **De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens, Nomadisme et vie paysanne**. Bibliothèque Archéologique et Historique de l'Institut Français d'Archéologie d'Istanbul, 495 p.
- Xavier de PLANHOL (1968), **Les fondements géographiques de l'Histoire de l'Islam**. Paris, Payot, 442 p.
- Xavier de PLANHOL (1988), Le fait turc en Iran, quelques jalons, in J.-P. DIGARD (Dir.), **Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan**, Paris, Editions du CNRS, 123-130.
- Alexandre POPOVIC (1985), **L'Islam Balkanique (Les Musulmans du Sud-est européen dans la période post-ottomane)**, Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Provence, Aix-Marseille, 752 p.
- Bilâl N. ŞİMŞİR (1988), **The Turks of Bulgaria (1878-1985)**, Nicosie et Londres, K. Rustem, 329 p.
- Hans STARK (1993), **Les Balkans, le retour de l'Europe à la guerre**. Paris, Dunod / IFRI (Ramsès), 238 p.

- Ali TANOĞLU (1955), The recent emigration of the Bulgarian Turks, **Review of the Geographical Institute of the University of Istanbul**, (2), 3-36.
- Stéphane de TAPIA (1989), Routes et transports routiers en Turquie : tendances récentes dans le contexte international, in J. THOBIE et S. KANÇAL (Eds.), **Turquie, Moyen-Orient, Communauté Européenne**, L'Harmattan, Paris, 165-184.
- Stéphane de TAPIA (1994), L'émigration turque : circulation migratoire et diasporas, **L'Espace Géographique**, (23) 1, 19-28.
- Stéphane de TAPIA (1996), L'économie des transports turcs ; au-delà des frontières et des enjeux économiques. Contribution au Colloque International d'Istanbul, (27 / 28 / 29 Septembre 1994), Institut Français d'Etudes Anatoliennes, non publié.
- Nedim TARHAN (1988), Les mouvements de migration de la Turquie, **Cahiers Balkaniques** (13), 15-56.
- Necdet TUNÇDİLEK (1959), Eine Übersicht über die Geschichte der Siedlungsgeographie im Gebiet von Eskişehir, **Review of the Geographical Institute of the University of Istanbul**, International Edition (5), 123-137.
- Darina VASILEVA (1992), Bulgarian Turkish Emigration and Return, **International Migration Review**, (26) 98/2, 342-352.
- Ronald WIXMAN (1984), **The Peoples of the USSR (an Ethnographic Handbook)**, Armonk (NY), M. E. Sharpe, 246 p.
- Stéphane YERASIMOS (1993), **Questions d'Orient, Frontières et minorités des Balkans au Caucase**, Paris, La Découverte (Livres Hérodote), 247 p. [Recueil de textes parus dans diverses revues entre 1986 et 1992].

[illegible]

Annexes statistiques

ANNEXE 1

Mouvements de population vers la Turquie durant les périodes ottomanes et républicaines

IMMIGRATIONS VERS L'EMPIRE OTTOMAN (1771 / 1923)

A/ IMMIGRATION DE CRIMEE

PERIODE	EFFECTIFS	CIRCONSTANCES	REGIONS D'ACCUEIL	REGIONS DE DEPART
1771 / 1800	*500000	Occupation et annexion russe	Roumélie et Anatolie	Ancien Khanat de Crimée
1812 / 1828	200000	Suite des guerres napoléoniennes et répression russe	Région d'Eskişehir	Ancien Khanat de Crimée
1853 / 1864	*800000	Guerres de Crimée et du Caucase	Roumélie et Anatolie	Steppes de Crimée + Nogays du
			1) Littoral de Constantza à Burgas	Bucak + Tatars de Lituanie +
			2) Plaine danubienne >> Vidin	Tcherkesses du Caucase
1874 / 1891	600000	Répression russe	3) Bulgarie intérieure, Wobres	Ancien Khanat de Crimée
1902 / 1904	20000	Répression russe	4) Istanbul, Edirne, Bursa, Eskişehir, Ankara, Sivas, İzmir, Konya, Adana, Diyarbakır, Alep – Syrie	Littoral criméen méridional

B/ IMMIGRATION DU CAUCASE NORD

1768 / 1770	10000	Guerres du Caucase	Turquie	Caucase du Nord- Ouest Adygué
1780 / 1800	30000			
1812 / 1815	15000	Guerres napoléoniennes		
1828 / 1829	12000			
1829 / 1863	300000	Guerres du Caucase	1) Roumélie : Niş, Kosovo et	Steppes du Kuban

1877 / 1879	500000	Résistance de Sheykh Shamil	Macédoine 2) Sofia et plaine danubienne 3) Anatolie : Amasya, Tokat, Sivas, Çankırı, Adana, Konya, Aydın, Iğel, Bursa, Kocaeli, Sakarya	Caucase Nord et Ouest, Adygé Caucase central, Balkarie
1879 / 1917	9000		4) Syrie : Alep, Damas, Amman 5) Chypre	Tchéchénie et Daghestan

C/ IMMIGRATION D'AZERBAÏDJAN CAUCASIEN

1812 / 1815	7000			
1828 / 1829	10000			
1860	20000		Kars, Iğdir et Ardahan	
1877/ 1878	40000	Guerre russo-turque		
1917 / 1920	10000	Première Guerre Mondiale et Révolution soviétique, Guerre Civile	Kars et Erzurum	

D/ IMMIGRATIONS DE GRECE ET CHYPRE

1826 / 1864	60000	Guerres d'Indépendance	Istanbul et Anatolie	Crète
1878 / 1880	15000	Annexion britannique de Chypre	Istanbul et Anatolie	Chypre
1885 / 1923	750 à 800000	Guerres balkaniques	Istanbul et Anatolie	Macédoine, Thrace Occidentale, Epire

E/ IMMIGRATION DE BULGARIE

1828 / 1829	30000	Guerre russo-turque		
1876 / 1880	500000	Guerre russo-turque et Indépendance bulgare	Edirne (200000), Syrie (75000), Adana (25000), Chypre (10000), Anatolie et divers (40000), Algérie (500)	
1885 / 1923	500000	Guerres balkaniques	Turquie	

F/ IMMIGRATION DE ROUMANIE

1826	200000	Guerre russo-turque de 1806/1812 et conséquences	Istanbul et Eskişehir	Eflâk (Valachie), Buğdan et Dobrudja
1877 / 1900	90000	Guerre russo-turque et Indépendance roumaine	Turquie	Dobrudja, Tulcea, Constantza, Bessarabie

G/ IMMIGRATION DE YOUGOSLAVIE

1806 / 1826	30000	Révoltes serbes et conséquences des guerres napoléoniennes	Skoplje, Kosovo et Monastir, Roumélie	Garnisons de Serbie et Bosnie-Herzégovine
1826 / 1830	150000	Retraits de Serbie		Forteresses turques (Belgrade...),
1867 / 1870	150000	Retraits des forteresses de Serbie et Indépendance serbe	Izmit (15000), Istanbul, Izmir et Anatolie - divers lieux	Bosnie-Herzégovine, Sandjak
1908 / 1923	300000	Guerres balkaniques		

TOTAL 5708000

Source: diverses encyclopédies turques, les chiffres donnés sont des estimations ottomanes à l'entrée des frontières en vigueur à l'époque considérée.

ANNEXE 2

Entrées des « Muhacir » et « Göçmen » dans la Turquie républicaine (1923-1997)

Années	Origines						
	<i>Bulgarie</i>	<i>Roumanie</i>	<i>Yougoslavie</i>	<i>Grèce</i>	<i>Turkestan</i>	<i>Autres</i>	<i>Réfugiés</i>
1923 / 1933	101507	33852	108179	384000			
1934 / 1960	272971	87476	160922	23788		31466	
1961 / 1970	13114	268	30368	712		945	
1971 / 1972	4902	76	93			4739	
1973	5332	28	150			4	565
1974	1457	23	47		6	17	1057
1975	400	34	126			15	1180
1976	2421	6	99			18	715
1977	12005		94		66		974

1978	60738		41				625
1979	6	8	179		8		610
1980	8	11	151		50	1	510
1981	5	12	95	4	61		1096
1982	2	33	162		13	3846*	2592
1983	6	14	189		24	354	2657
1984	1	85	202		15		3344
1985		70	300		20		1809
1986		133	275		10		3257
1987		88	331		2	1	4131
1988	7	101	415		7	53	3928
1989	225863	139	435				2250
1990	52961	85	224		9		1496
1991	17950	3	151		3		2520
1992	3092	12	161		4		1697
1993	220	7	331		5	569	761
1994	166	15	265			183	1645
1995	52		227				1690
1996	55	1	263				1641
1997	76	3	277				2367
TOTAL	775322	122583	304752	408504	303	42211	45117

Source : divers annuaires statistiques DIE, de 1981 à 1999 (Direction Générale des Affaires Rurales et Direction Générale de la Sécurité (*Emniyet Genel Müdürlüğü*)). Ankara.